



**University of  
Zurich**<sup>UZH</sup>

**Zurich Open Repository and  
Archive**

University of Zurich  
University Library  
Strickhofstrasse 39  
CH-8057 Zurich  
[www.zora.uzh.ch](http://www.zora.uzh.ch)

---

Year: 2013

---

## **Le recul du PLR dans les cantons profite au PS, et pas à l'UDC**

Sciarini, Pascal ; Bochsler, Daniel

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich

ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-88134>

Newspaper Article

Originally published at:

Sciarini, Pascal; Bochsler, Daniel. Le recul du PLR dans les cantons profite au PS, et pas à l'UDC. In: Le Temps, 14 November 2013, 10.



---

**5 minutes** de lecture

---

**Invités**

---

Pascal Sciariniet Daniel

Bochsler

Publié mercredi 13

novembre 2013 à 19:03.

---

**L'AVIS DES EXPERTS**

## Le recul du PLR dans les cantons profite au PS, et pas à l'UDC

**Pascal Sciarini et Daniel Bochslers démontrent que le Parti libéral-radical a désormais cédé sa place au PS en tant que premier parti dans les gouvernements cantonaux. Et curieusement, ce n'est pas l'UDC qui a profité de cette érosion du centre droit**

Dans les années 1990, le Parti radical caracolait en tête dans les cantons avec plus de 30% des sièges gouvernementaux – et 5% pour le Parti libéral (voir graphique 1). En 2013, le Parti libéral-radical fusionné n'occupe plus que 25% des sièges gouvernementaux. Les sièges égarés par le PLR lors des élections du Conseil d'Etat genevois du week-end dernier et précédemment en Valais et à Neuchâtel lui coûtent sa place de premier parti dans les gouvernements cantonaux.

Le profil gouvernemental du PLR est un handicap dans les élections parlementaires au système proportionnel: dans un contexte très polarisé, il est objectivement difficile pour un parti modéré d'être audible et de rivaliser avec les solutions sans nuances préconisées par les partis populistes. En revanche, le profil relativement consensuel du PLR lui rapporte des voix dans les élections gouvernementales au système majoritaire: dans de telles élections, un parti doit d'abord être capable de faire alliance afin d'élargir son potentiel

électoral et il doit ensuite posséder des candidats/tes à même de «ratisser large». Dans ce registre, le PLR excelle et c'est pourquoi il est sur-représenté dans les gouvernements cantonaux.

Comme le montre le graphique 2, la différence entre la force du PLR dans les gouvernements cantonaux et sa force dans les parlements s'est maintenue à environ 5 points de pourcentage au cours des douze dernières années. Le PDC est dans une situation analogue: sa réussite dans les élections gouvernementales lui permet de compenser quelque peu le recul de sa force électorale. La conquête du deuxième siège PDC dimanche dernier à Genève, canton dans lequel sa force électorale dépasse à peine 10%, constitue à cet égard un cas d'école.

L'élection du candidat MCG Mauro Poggia au Conseil d'Etat genevois a provoqué une onde de choc jusqu'en Suisse alémanique. Cette élection est pourtant dans la droite ligne de celle des UDC Oskar Freysinger en Valais et Yvan Perrin à Neuchâtel. Et montre qu'en matière de participation de la droite populiste au gouvernement, les cantons romands sont en train de s'aligner sur le reste de la Suisse.

Ceci étant dit, l'UDC éprouve toujours de grandes difficultés à faire sa (juste) place dans les gouvernements cantonaux. Ces difficultés sont nées dans les années 1990, quand le parti de Christoph Blocher a commencé à gagner dans les parlements cantonaux, mais sans parvenir à engranger des gains similaires dans les gouvernements. Déjà marquée dans les années 2000, la sous-représentation de l'UDC dans les exécutifs cantonaux s'est accentuée suite à la scission et à la création du PBD en 2008. Aujourd'hui, l'UDC est représentée au Conseil d'Etat dans seulement 14 cantons, soit à peine plus qu'en 2005. Depuis une demi-douzaine d'années, sa force dans les gouvernements cantonaux

stagne autour de 13%, bien loin de sa force dans les parlements cantonaux (23%) – et encore plus loin de sa force électorale nationale (27%).

La stabilité des chiffres masque néanmoins la métamorphose qui s'est opérée dans la représentation de l'UDC. Dans les années 1990, «l'ancienne» UDC était représentée au gouvernement dans ses bastions agrariens (Berne, Vaud, Grisons et Glaris). Depuis, la «nouvelle» UDC est entrée au gouvernement dans plusieurs cantons alémaniques catholiques (Schwyz, Uri, Nidwald, Saint-Gall et Zoug) et romands (en Valais et à Neuchâtel), mais elle a perdu des sièges dans ses anciens bastions devenus entre-temps les fiefs du PBD (Grisons, Berne, Glaris), ainsi que dans le canton de Vaud et d'Appenzell Rhodes-Extérieures.

Le problème de l'UDC est à l'opposé de celui du PLR et du PDC: le profil oppositionnel de l'UDC lui rapporte beaucoup dans les élections parlementaires au système proportionnel, mais lui coûte très cher dans les élections gouvernementales au système majoritaire, car il limite les possibilités d'alliance avec les partis de la droite modérée et réduit les chances des candidats UDC de recevoir le soutien des électeurs des autres camps politiques. Le même problème se pose pour l'UDC avec le Conseil des Etats, dont l'élection est également régie dans la plupart des cantons par le système majoritaire. Dans cette enceinte également, l'UDC est nettement sous-représentée par rapport à sa force électorale. On se souviendra que l'UDC a fait de la conquête du Conseil des Etats son principal objectif lors des élections fédérales de 2011 – et qu'elle a largement échoué.

Si le recul du PLR – et, dans une moindre mesure, du PDC – dans les gouvernements cantonaux ne profite pas à l'UDC, à qui donc profite-t-il? La réponse est sans équivoque: au PS. Dans les années 1990, la part des

sièges aux gouvernements détenus par le PS stagnait autour de 20%. Depuis, cette part a pris l'ascenseur et, en cette fin de 2013, le PS a détrôné le PLR en tant que premier parti dans les gouvernements cantonaux. Ce trend est d'autant plus frappant qu'il ne reflète pas l'évolution de la force du PS dans les parlements cantonaux. L'explication est à nouveau à rechercher du côté du rapport entre force gouvernementale et force parlementaire.

Jusqu'à la fin des années 1990, le PS était plutôt sous-représenté dans les gouvernements cantonaux. Il a renversé la balance en sa faveur en 2003 et a depuis lors bénéficié d'une sur-représentation croissante dans les exécutifs cantonaux. Malgré les pertes qu'il a subies dans les élections parlementaires cantonales de 2006 à 2011, le PS a poursuivi sa progression dans les gouvernements. Aujourd'hui, il y dispose de 28% des sièges, alors qu'il occupe seulement 19% des sièges parlementaires, soit une sur-représentation de près de 9 points de pourcentage.

Ce constat est surprenant. En tant que parti qui, comme l'UDC, a un pied au gouvernement et un pied dans l'opposition, le PS devrait en principe mieux réussir dans les élections parlementaires que dans les élections gouvernementales. C'est pourtant l'inverse qui se produit. Une analyse plus fine montre que la sur-représentation du PS dans les gouvernements cantonaux est particulièrement élevée dans les trois plus grands cantons suisses (Zurich, Berne, Vaud), cantons qui pèsent forcément lourd dans le décompte final, mais aussi dans plusieurs autres cantons alémaniques (Bâle-Ville, Grisons et Saint-Gall) et romands (Neuchâtel, Jura et Valais). Au final, on peut se demander si la sur-représentation du PS dans les exécutifs cantonaux n'est pas elle aussi un effet collatéral de la radicalisation

de l'UDC: en musclant toujours plus son discours, l'UDC n'a pas seulement barré sa propre route vers les gouvernements cantonaux, mais elle a peut-être aussi ouvert celle du PS qui, par comparaison, est apparu plus fréquentable et plus apte au consensus aux yeux des électeurs et électrices suisses.

Aujourd'hui, l'UDC est représentée au Conseil d'Etat dans seulement 14 cantons, soit à peine plus qu'en 2005